

Article 31 du Règlement

de déformer les faits jour après jour à la Chambre des communes. Nous avons entendu la ministre d'État aux Finances et le ministre des Finances nous supplier de comprendre la situation, et prétendre que si l'opposition agissait en conseiller spirituel du gouvernement, il n'y aurait pas de problème aujourd'hui. Nous leur demandons d'agir comme des ministres. Nous voulons qu'ils fassent leur devoir et assument leurs responsabilités. Or ils ne le font pas. D'un jour à l'autre, la situation s'aggrave et l'avenir de la Norbanque s'assombrit. Voilà pourquoi nous avons réclamé ce débat d'urgence. Je félicite les néo-démocrates d'avoir présenté la motion en dépit du refus du gouvernement.

Je sais que je ne suis pas censé signaler l'absence notable de ministres à la Chambre. Il est question de centaines de millions de dollars déposés par les Canadiens dans cette banque et d'un renflouage éventuel de 500 millions de dollars. Monsieur le Président, voyez à quel point s'inquiètent et se soucient les ministériels, et surtout les ministres chargés de ce dossier. Il y a lieu de se demander si ce comportement est digne d'eux. Est-ce de cette façon que le gouvernement compte s'attirer des félicitations, justifier son mandat et entrer dans la nouvelle ère qu'il nous a promise? Cela n'est guère probable. Je sais que la journée, la semaine, le mois et l'année ont été pénibles pour les ministériels. Cela va être encore beaucoup plus difficile parce que les résultats montrent qu'ils deviennent confus et immobilisés; il y a un terme magnifique «immobiliser» rattaché à tous les gouvernements français pendant les années 1950 et les années 1960. Il décrivait l'état d'esprit des membres du gouvernement de l'époque au cours de la Quatrième République qui se traduisait par l'incapacité de décider, de savoir ce qu'ils voulaient, de donner des instructions. C'est le problème qui se pose maintenant. C'est la maladie qui se répand un peu plus chaque jour chez les ministériels.

• (2310)

Nous pouvons aller aux sources. Je ne veux pas nécessairement me mettre à dire qui il faut blâmer, même si dans un régime comme le nôtre, il n'y a qu'une personne à blâmer, celle qui forme le gouvernement, qui donne le ton et établit la structure. Ce que nous constatons dans cet établissement financier, c'est le même état de paralysie. Mon collègue a exposé ce soir quelques-unes des initiatives qu'il faudrait prendre pour redresser la situation de la Norbanque, pour s'attaquer aux problèmes des banques et essayer de les régler. Pour employer des termes de hockey, nous avons plutôt une équipe uniquement capable de jouer la défense; elle ne sait plus comment frapper la rondelle, elle ne sait plus jouer l'attaque. Elle ne sait tout simplement plus comment lancer un attaque bien coordonnée contre un problème.

Je viens de l'Ouest et j'ai réussi à survivre. Je suis bien d'accord, le gouvernement a reçu un mandat, mais on peut brûler les mandats. Qu'il me suffise de rappeler à la Chambre le magnifique mandat que le gouvernement Diefenbaker avait reçu en 1957-1958. Il a brûlé ses chances en quatre ans et il a perdu très rapidement les faveurs de l'électorat exactement pour la même raison, à cause de la confusion, de son indécision et de l'absence d'instructions. Nous avons eu une bonne leçon, car nous avons vu un gouvernement gaspiller le mandat que lui

avaient confié les Canadiens faute de savoir ce qu'il voulait et comment atteindre son but.

La même histoire se répète. C'est exactement ce qui se passe. L'ennui, c'est que nous nous attendions à beaucoup plus. Nous accordions au gouvernement le bénéfice du doute, mais le fait est qu'il ne le mérite pas.

Si la ministre d'État aux Finances pouvait renoncer aux faux-fuyants, aux excuses, à vouloir défendre l'indéfendable afin de centrer tous ses efforts sur le problème à résoudre, la Norbanque pourrait continuer à fonctionner dans l'Ouest, mais je ne pense pas que son collègue, le ministre des Finances et elle aient encore le temps d'intervenir.

Il ressort du débat de ce soir que le temps file, qu'il reste peu de temps pour intervenir et que de nombreux Canadiens espèrent leur voir prendre une décision très rapidement.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, nous avons demandé ce débat d'urgence, parce que nous ne croyons pas le gouvernement disposé à fournir tous les renseignements dont les députés qui représentent les Canadiens ont besoin pour décider du sort de la Norbanque. En fait, nous avons toutes les raisons de croire, d'après nos expériences passées, que non seulement le gouvernement n'est pas prêt à nous fournir tous les renseignements voulus, mais qu'il ne les possède même pas. En effet, lorsque nous posons des questions au sujet de la Norbanque, il ne s'agit pas d'un cas isolé de banque en difficulté. D'abord, toute une série d'établissements financiers et de sociétés de fiducie ont eu des problèmes et maintenant ce sont les banques.

Comment la ministre a-t-elle réagi face à nos critiques et aux questions que nous avons posées ce soir? Elle a invoqué deux arguments. Pour commencer, elle a rejeté sur l'ancien gouvernement la responsabilité des difficultés qu'éprouvent les institutions financières. Elle a dit fort judicieusement que l'ancien gouvernement n'avait pas adopté la législation nécessaire, et n'avait pas un système de contrôle ou de surveillance satisfaisant pour faire face aux genres de problèmes qui se sont posés ces dernières années.

Elle avait raison, et l'ancien gouvernement libéral mérite qu'on lui en fasse le reproche avec la plus grande énergie. Mais nous avons eu trois situations financières très graves, deux effondrements et un effondrement probable, celui dont nous parlons ce soir, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. Nous avons eu le problème de la Pioneer Trust; nous avons eu le problème de la Banque Commerciale du Canada, et nous nous penchons maintenant sur la Norbanque. Quand le gouvernement est arrivé au pouvoir, il savait qu'il y avait des problèmes énormes. Les gouvernements nous ont accusés de recourir à la tactique de l'épouvantail. Ils nous ont dit que nous n'y connaissions rien en affaires. C'est comme si, monsieur le Président, parce que nous critiquons souvent la façon dont fonctionne le prétendu système de libre entreprise, nous n'étions pas capables d'avoir le moindre apport positif.

Nous ne sommes pas les seuls à dire ce genre de choses. Le compte rendu des affaires d'un numéro récent du *Globe and Mail* énumère 17 institutions financières, compagnies de fiducie et banques, qui ont mal tourné, qui ont en fait fait faillite depuis 1980. D'après Arthur Johnson qui est à l'origine d'un de ces articles du «Report On Business», article intitulé «Sauveteage à 1 million de dollars»: